

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie de l'Eswatini a reculé de 3,2 % en 2020 selon les estimations, après une croissance de 2,2 % en 2019. L'industrie manufacturière a subi un recul important en raison des fermetures temporaires des industries d'exportation, des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et de la baisse de la demande. Le secteur du bâtiment a chuté du fait de l'interruption des approvisionnements de fournitures. Les investissements ont faibli et la consommation, facteur essentiel de la demande nationale, a reculé, affectant la performance des services essentiels comme les commerces de gros et de détail, le tourisme et l'hôtellerie. Néanmoins, les services d'information et de communication ont eu de bons résultats notamment grâce à la demande accrue pour les services en ligne. L'agriculture a également affiché des gains marginaux, grâce à des conditions météorologiques favorables et des investissements continus.

Le déficit budgétaire s'est aggravé jusqu'à 8,6 % du PIB en 2020 contre 5,3 % en 2019, incitant le gouvernement à demander aux institutions financières internationales une aide budgétaire. La dette publique, du fait des arriérés de paiement nationaux, a rapidement augmenté jusqu'à près de 48 % du PIB contre 38 % en 2019, et dans les deux cas, bien au-dessus du seuil de 35 % fixé par le gouvernement. Les autorités sont engagées à rembourser les arriérés de paiement nationaux, qui restent élevés (5 % du PIB). L'excédent de la balance courante a baissé à 1,2 % du PIB en 2020. Cependant les réserves officielles, stimulées par les apports de soutien au budget, se sont améliorées pour atteindre quatre mois d'importations. La politique monétaire a été accommodante afin de soutenir la croissance pendant la pandémie. Le taux d'escompte a diminué progressivement, de 6,5 % en mars à 3,75 % en juillet 2020. L'inflation a augmenté, de 2,6 % en 2019 à environ 4 % en 2020, alimentée par les contraintes sur les approvisionnements, les prix élevés des produits alimentaires, et une faiblesse de la devise nationale qui a perdu 22 % de sa valeur depuis janvier 2020 (en avril 2020, elle a atteint son niveau le plus bas par rapport au dollar américain). Le secteur bancaire est resté stable et suffisamment capitalisé, mais les prêts non productifs ont augmenté et le crédit annuel au secteur privé a baissé de 0,4 %.

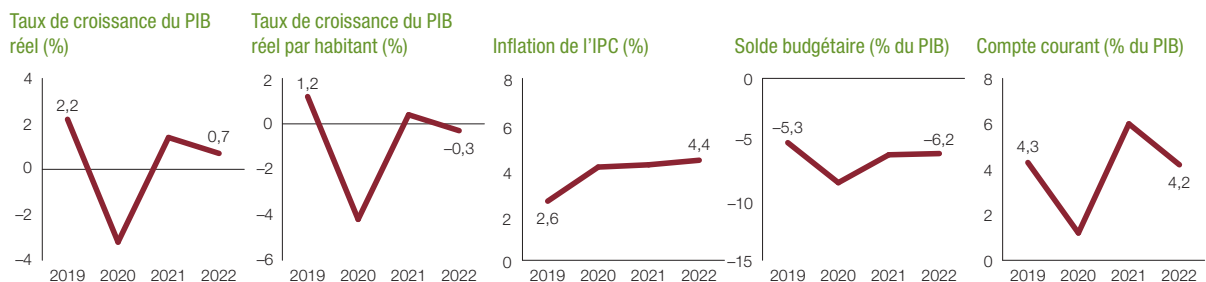
Perspectives et risques

La croissance économique projetée est de 1,4% en 2021, soutenue par une modeste relance dans tous les secteurs. L'agriculture, l'industrie et le bâtiment contribueront de façon plus

marquée à la relance, tandis qu'un renforcement attendu de la demande nationale permettra de soutenir la croissance économique dans le secteur des services. Des réformes prévues pour faciliter les transactions commerciales et le remboursement des arriérés de paiement nationaux devraient stimuler l'investissement privé. Les risques pour la croissance sont une prolongation de la pandémie, des progrès insuffisants du vaccin contre la COVID-19 ou encore des développements extérieurs. La croissance à moyen terme sera probablement timide, freinée par une consolidation fiscale accélérée et un déclin des recettes prévues de l'Union douanière de l'Afrique australe (UDAA). En conséquence, le déficit fiscal diminuera légèrement, mais restera élevé. D'après l'analyse de la viabilité de la dette menée en 2020 par le Fonds monétaire international, si l'Eswatini met en œuvre son plan d'ajustement fiscal 2021–2023 (pour un total de 6,5 % du PIB), la dette publique devrait augmenter jusqu'à 50 % du PIB en 2021, pour atteindre 53 % du PIB en 2023, puis redescendre graduellement. L'excédent du compte courant et les réserves internationales devraient progresser suite à la reprise des exportations. Les facteurs de risque d'une inflation à la hausse sont les prix élevés des denrées alimentaires et l'augmentation des tarifs de l'eau et de l'électricité. L'augmentation prévue de la valeur du lilangeni/rand au niveau d'avant la pandémie devrait minimiser l'effet de transfert de l'augmentation du prix du pétrole sur l'inflation.

Questions et options de financement

Le niveau de la dette publique de l'Eswatini est largement dépendant du déficit fiscal persistant. Le gouvernement compte de plus en plus sur le marché national pour financer le déficit et accumule des arriérés de paiement considérables. Le financement extérieur se limite principalement à des prêts de projets d'immobilisation. La mise en œuvre continue de réformes de la gestion des finances publiques, dont la consolidation fiscale et le renforcement de la mobilisation des revenus nationaux, est cruciale pour parvenir à la viabilité fiscale, à l'augmentation de la marge de manœuvre sur le plan fiscal et à la stabilisation de la dette publique. Un accès élargi aux prêts à taux concessionnel à long terme permettrait d'améliorer la position fiscale et d'alléger les contraintes de liquidités du gouvernement. Une réglementation fiscale imposant un plafond sur les dépenses annuelles des recettes de l'UDAA, tout en économisant l'excédent de revenu, aiderait à isoler le budget de la volatilité des transferts de l'UDAA et à renforcer les réserves externes.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.